

## **Communiqué du SNCS-FSU et du SNESUP-FSU**

### **Les universités méritent des organismes de recherche forts**

La manifestation du 5 février, avec 10 à 15 000 manifestants, est la plus grosse de l'enseignement supérieur et de la recherche depuis 2004. Les instances scientifiques de l'enseignement supérieur (CNU) et des organismes de recherche ont critiqué, voire vertement condamné les « réformes en cours ».

Face à cette protestation générale, Sarkozy annonce « je ne reculerai pas » tandis que Pécresse organise une consultation-pitreserie puisqu'il s'agit seulement d'une « Charte de bonne conduite » pour l'application d'un décret qu'elle refuse de retirer.

Contre cette politique, l'ensemble des organisations syndicales et des associations appelle à une

MANIFESTATION NATIONALE LE 10 FEVRIER à 14 H  
Rendez-vous Place Edmond Rostand (RER Luxembourg)  
En direction de l'Assemblée Nationale

Depuis une semaine, au côté des enseignants-chercheurs, les chercheurs, les ITA, les précaires, les doctorants des laboratoires sont toujours plus nombreux dans le mouvement. Leur présence doit être visible dans la manifestation par la présence de mots d'ordre sur la recherche.

Des milliers d'enseignants-chercheurs et de chercheurs assurent le lien enseignement-recherche par leur collaboration dans les unités mixtes de recherche. La disparition du CNRS comme partenaire le laisseraient les laboratoires à la merci de la politique de projets des agences de moyens.

Le SNCS et le SNESUP proposent une initiative nationale des laboratoires sous la forme d'envoi à Paris de délégations de l'ensemble des labos des différents EPST. Ces délégations, composées de façon inter-catégorielle (chercheur et enseignants-chercheurs, ITA et ATOS, doctorants et précaires) apporteront des réponses sur

- les besoins en moyens et en postes, sans autocensure, de leur labos et de leur organisme,
- la restitution des 1030 postes supprimés au budget 2009 et un plan pluriannuel pour l'emploi de 5000 postes par an pour la recherche et l'enseignement supérieur,
- refus de l'éclatement des EPST et abandon de toute fonction d'agence de moyens pour les instituts,
- le transfert des crédits de l'ANR vers les EPST et les universités pour leur donner les moyens de recruter sur postes statutaires et de mener UNE POLITIQUE SCIENTIFIQUE
- le refus des primes et de l'individualisation des charges de travail, la revalorisation de toutes les carrières et l'amélioration des salaires.

L'association SLR a proposé d'organiser une assemblée générale au CNRS le 12 février. Le SNCS et le SNESUP seront présents et soutiennent cette initiative. Ils appellent leurs militants à en faire une étape dans la mobilisation des laboratoires, au plus près des personnels.